

Service Sitésol

## **SUIVI DES IMPACTS DE LA DECHARGE DE LA PLAINE SUR LE MILIEU MARIN**

**CALANQUE DE L'EVERINE à Ensuès-la-Redonne (13)**

**Référence PLACE : DA2024001266**

### **PROCEDURE ADAPTEE AVEC PUBLICITE**

#### **Procédure ouverte**

#### **PIECES DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

- A. Règlement de consultation
- B. Cahier des charges
- C. Cadre de décomposition des prix
- D. Acte d'engagement
- E. Projet de marché
- F. **Annexes** : Plan de gestion du site (dont extrait relatif aux investigations dans l'eau de mer)

### **A Règlement de la consultation**

#### **DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES**

**01 juillet 2025 à 12h00**

**IMPORTANT** : En application des dispositions de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre) sont transmis uniquement par voie électronique et les différents échanges et communications en cours de procédure interviennent également par voie électronique.

Aucune offre présentée sous format papier ne pourra être acceptée.

# 1. Acheteur public

---

## 1.1) - Nom et adresse officiels de l'acheteur public

ADEME, Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie  
20, Avenue du Grésillé  
BP 90406  
49004 ANGERS Cedex 01  
Tél : 02 41 20 41 20

Coordonnées du service : Service Friches Urbaines et Sites Pollués - 20 avenue du Grésillé - BP 90406  
49004 ANGERS CEDEX 01

Rédacteur : Lison URSEAU  
Tél : 02 55 98 12 34  
Email : [lison.urseau@ademe.fr](mailto:lison.urseau@ademe.fr)

Chef de projet : Pierre VIGNAUD  
Tél : 06 75 74 86 37  
Courriel : [pierre.vignaud@ademe.fr](mailto:pierre.vignaud@ademe.fr)

Les questions relatives à la présente consultation doivent être posées sur la plate-forme de dématérialisation des achats de l'Etat, dénommée PLACE, conformément à l'article 3.6 ci-après.

## 1.2) - Type d'acheteur public

Établissement public industriel et commercial régi par les dispositions des articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du code de l'environnement et soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Le règlement interne des marchés de l'ADEME est disponible sur son site internet.

# 2. Objet de la consultation – Dispositions générales

---

## 2.1) Objet de la consultation

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) a pour mission, dans le cadre de la politique nationale de gestion des sites pollués, de réaliser, en tant que maître d'ouvrage, des études et/ou des travaux de mise en sécurité sur les sites industriels pollués à « responsable défaillant ».

Par arrêté préfectoral en date du 24 juillet 2024, le préfet des Bouches du Rhône a missionné l'ADEME afin de réaliser les travaux de mise en sécurité de la décharge de la Plaine à Ensues-La-Redonne (13) et de conduire un suivi de la qualité de l'eau de mer au droit de la calanque de l'Everine dans différentes conditions météorologiques.

La présente consultation a pour objectif de sélectionner le Titulaire chargé de l'exécution des prestations prévues dans le cadre de cet arrêté préfectoral.

## 2.2) Type de marché

☒ Marché de services

## 2.3) Accord-cadre

☒ Non

#### **2.4) Décomposition en lots**

☒ Non

Les prestations à réaliser étant techniquement homogènes (conduite d'investigations et interprétation des résultats), le marché n'a pas été alloté car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

#### **2.5) Marché à tranches**

☒ Non

#### **2.6) Lieu principal d'exécution de la prestation**

Calanque de l'Everine

#### **2.7) Durée du marché ou délai d'exécution**

Les prestations devront commencer dès la notification du marché qui devrait intervenir à l'automne 2025. Elles ne devront pas dépasser une durée de 24 mois.

#### **2.8) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références des dispositions applicables**

Les prestations, objet du marché, seront financées par le budget propre de l'ADEME et seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Délai global de paiement de 60 jours à compter de la date de réception des factures.

#### **2.9) Marchés réservés**

Le marché n'est pas réservé.

### **3. Conditions de la consultation**

---

#### **3.1) Nature de la procédure de consultation suivie**

Procédure adaptée avec publicité (articles R. 2123-4 à R. 2123-7 du code de la commande publique). Dans le cadre de la présente procédure, l'ADEME recourra à la négociation, éventuellement lors d'une audition, des candidats ayant présenté les meilleures offres, en se réservant toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les négociations seront menées avec les soumissionnaires ayant présenté les offres les plus pertinentes.

#### **3.2) Groupements d'entreprises**

Le marché pourra être attribué à un soumissionnaire se présentant seul ou en groupement.

Le cas échéant, forme imposée du groupement après attribution :

- Groupement solidaire

Motif(s) : continuité impérative des prestations au regard des enjeux sanitaires et environnementaux et, compte tenu des conditions d'intervention, contraintes de calendrier.

Les candidats ne peuvent présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

### 3.3) Variantes

#### a) La présence de variantes à l'initiative des candidats est-elle autorisée ?

☒ Oui

Dans cette hypothèse, il est rappelé aux candidats qu'ils doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base). Mais ils peuvent également présenter des offres comportant des variantes dérogeant au cahier des charges sur les points suivants :

- Des modifications conséquentes du programme de suivi proposé en base dans le dossier de consultation des entreprises (réduction ou augmentation majeure du nombre de points de suivi, d'une fréquence ou d'une durée de mesure, ajout de paramètres analytiques, déploiement d'une technique alternative à celle envisagée dans le DCE...) afin d'atteindre plus efficacement les objectifs visés par la présente consultation à savoir une connaissance des impacts de la décharge sur le milieu marin représentative des différentes configurations de circulation des eaux de mer.

#### b) La présentation de variantes est-elle imposée aux candidats ?

☒ Non

### 3.4) Prestations supplémentaires éventuelles

#### a) Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires (imposées par le maître d'ouvrage)

☒ Non

#### b) Prestations supplémentaires éventuelles facultatives (proposée par les candidats)

☒ Oui

**Toute suggestion permettant d'améliorer la qualité technique de la prestation peut être faite.** Elle sera alors présentée distinctement au sein du mémoire technique et sous la forme d'une prestation supplémentaire éventuelle (PSE facultative). A noter que contrairement aux PSE imposées par le maître d'ouvrage, les PSE proposées à l'initiative des candidats n'entrent pas dans le classement des offres. Si à l'issue de ce classement, le candidat retenu propose une ou plusieurs PSE intéressante(s) **et en rapport direct avec l'objet du marché**, le pouvoir adjudicateur peut élargir l'offre initiale de ce candidat en intégrant cette ou ces PSE dans le marché à passer.

Dans ce cas, (PSE facultative), les offres sont classées uniquement à partir de l'offre de base. Le candidat retenu est celui qui arrive premier de ce seul classement. Si ce candidat retenu propose une ou plusieurs PSE intéressante(s), alors le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de retenir celle(s) qu'il jugera utile(s). Ainsi, aucune PSE facultative n'est considérée dans le classement des offres.

### 3.5) Modifications de détail apportées par l'ADEME au dossier de consultation des entreprises

Les pièces du dossier de consultation des entreprises sont définies à l'article 4.1 ci-après.

La personne responsable du marché se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Ces modifications seront transmises via la plate-forme PLACE. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet ni prétendre à aucun dédommagement.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### 3.6) Renseignements complémentaires sur le dossier de consultation des entreprises

Les demandes d'informations complémentaires seront soumises par écrit sur le profil d'acheteur de l'ADEME associé à la présente consultation et ouvert sur PLACE (plate-forme des achats de l'Etat) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Nous vous préconisons de regrouper vos questions au sein d'un même fichier pour faciliter votre utilisation de la fonction « Questions » de la plate-forme.

Ces demandes devront impérativement arriver **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres** sous peine de ne pas être traitées.

Les renseignements complémentaires seront envoyés à tous les candidats, via la plate-forme PLACE, au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Il ne sera pas fait état du nom des entreprises ayant posé les questions.

### **3.7) Délai pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre (délai de validité des offres)**

Le délai de validité des offres est de 3 mois à compter de la date limite de remise des offres.

### **3.8) Langue à utiliser dans l'offre ou la demande de participation**

Français

### **3.9) Visite sur site pour la préparation des offres**

☒ Non.

L'ADEME ne considère pas que la visite du site (plage de l'Everine) est essentielle à la compréhension des objectifs visés.

Aucune visite du site n'est en conséquence prévue et obligatoire pour remettre une offre.

En revanche chacun des candidats peut, de sa propre initiative, s'il le juge utile pour proposer une offre adaptée au mieux, venir sur le plateau karstique de la Nerthe et accéder à la calanque de l'Everine via les différents tracés de cheminement ouverts au public de façon à apprécier par exemple la configuration de terrain.

### **3.10) Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration**

☒ Non

### **3.11) – Indemnisation**

La participation à la présente consultation, quel qu'en soit le résultat, ne donnera pas lieu à indemnisation de la part de l'ADEME.

### **3.12) – Coordonnées de la consultation**

La consultation est dématérialisée sur le profil d'acheteur de l'ADEME sur PLACE (plate-forme des achats de l'Etat) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Cette procédure est ouverte et peut être retrouvée par les menus « Recherche d'une procédure » : utiliser les formulaires de recherche du site en saisissant la référence **DA2024001266**

En cas de difficultés, nous vous conseillons d'utiliser le guide utilisateur (<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>) ou l'assistance en ligne qui vous guidera dans l'accès à la procédure.

## **4. Présentation des offres**

---

### **4.1) Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Les pièces fournies au titre du dossier de consultation des entreprises sont les suivantes :

- Règlement de consultation,
- Cahier des charges,
- Cadre de décomposition du prix
- Acte d'engagement,
- Projet de marché,
- Annexes.

Le dossier de consultation des entreprises relève de la propriété de l'ADEME. L'utilisation du dossier de consultation est exclusivement réservée à la présente consultation. Les candidats auquel le présent marché ne sera pas attribué ne pourront en aucun cas utiliser, dupliquer ou diffuser ce dossier sous quelque forme que ce soit.

#### **4.2) Contenu du dossier d'offre**

Chaque candidat aura à produire un dossier d'offre complet comprenant les pièces suivantes :

##### PIECES AU TITRE DE LA CANDIDATURE

- a) Une lettre de candidature et, le cas échéant, habilitation du mandataire par ses co-traitants, complétée par le candidat individuel ou, le cas échéant, par tous les membres du groupement ;
- b) Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- c) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles ;
- d) Une liste et la description des principales prestations similaires, dans le domaine des investigations et études de suivi de la qualité des eaux littorales indiquant notamment l'objet, le montant, la date et le destinataire public ou privé, ou une démonstration équivalente de la capacité du candidat à réaliser ces prestations ;
- e) Une présentation des moyens humains et matériels dont dispose le candidat ;
- f) En cas de groupement :
  - chaque membre du groupement devra remettre l'ensemble des pièces b) à e) susvisées.

Les pièces a) et b) peuvent être fournies au travers d'un formulaire DC1 et les pièces c) à e) au travers d'un formulaire DC2. Ces formulaires sont disponibles sur le site de la DAJ à l'adresse internet suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique> .

Le candidat est autorisé à présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen en lieu et place des documents définis ci-dessus. En application de l'article R. 2143-16 du code de la commande publique, il est exigé des candidats étrangers une traduction de ce document en français.

##### PIECES AU TITRE DE L'OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE

- g) **L'acte d'engagement renseigné pour ce qui concerne les points suivants** : nom du candidat, forme juridique, adresse du siège social, nom et fonction de la personne habilitée à engager le candidat (signataire du marché), nom de la personne chargée de l'exécution du marché, le montant du marché et les montants des versements fixés à l'article « Modalités de versement » ;
- h) **Le projet de marché renseigné pour ce qui concerne les points suivants** : nom du candidat, forme juridique, adresse du siège social, nom et fonction de la personne habilitée à engager le candidat (signataire du marché), nom de la personne chargée de l'exécution du marché, le montant du marché et les montants des versements fixés à l'article « Modalités de versement » ;
- i) **Une proposition technique détaillée**  
 Cette proposition technique devra couvrir l'ensemble du contenu de la prestation et précisera les éléments demandés dans le cahier des charges comme suit :
  - A. Une analyse de la problématique du site**, telle que les candidats la perçoivent à ce stade du dossier ; les éléments à fournir portent sur l'analyse critique des résultats antérieurs, la compréhension du contexte, de la problématique et des objectifs de la commande sur la base d'une argumentation étayée.

**B. Une présentation technique détaillée et argumentée de la méthodologie et des moyens techniques** que les candidats se proposent de mettre en œuvre pour organiser et parvenir à l'exécution des différentes prestations décrites dans le cahier des charges : Les candidats devront préciser dans leur offre la démarche et les moyens associés pour caractériser les milieux investigués et de compléter les données de qualité des milieux disponibles dans différentes conditions météorologiques et donc de circulation des eaux de mer afin d'apprécier le niveau de contamination des eaux de la calanque de l'Everine afin que, dans une étude ultérieure l'ADEME, puisse confirmer, ou pas, l'absence de risques sanitaires pour les différents usages des eaux de mer (l'analyse des risques sanitaires n'est pas incluse dans les prestations demandées).

Les candidats décriront notamment :

- La stratégie d'échantillonnage et de caractérisation des différents milieux (eaux, le cas échéant – PSE ou variantes- sédiments, matériels biologiques...) qu'ils envisagent de déployer. Celle-ci sera argumentée et synthétisée sur un plan afin de matérialiser le périmètre de la zone d'étude proposée à ce stade, la localisation et le nombre des prélèvements envisagés pour chaque milieu, y compris pour les échantillons témoins. Elle sera également présentée de façon chronologique afin de clarifier les différentes étapes qui seront suivies ;
- Les moyens et les outils d'investigations mis en œuvre ;
- Les moyens, protocoles et normes des différents mesures, enregistrements et prélèvements mis en œuvre ;  
Un modèle de fiche de prélèvement sera joint pour chaque milieu que les candidats se proposent d'échantillonner ;
- Les modalités de conditionnement (flaconnage, support...), de conservation et de transport des échantillons adaptées au contexte COHV ;
- Les délais d'acheminement et d'analyse ;
- Les substances qui seront analysées pour chaque milieu ainsi que les moyens associés ;
- Les précisions sur les analyses par milieu et substance (seuils de détection et de quantification, incertitude de mesure...)
- Les modalités de présentation des résultats.

**C. Le descriptif des moyens humains et organisationnels** qui seront mobilisés afin de réaliser chacune des prestations décrites dans le cahier des charges :

- Les compétences des personnes associées au projet :
  - Pour chacune des prestations demandées, les candidats préciseront les qualifications et compétences de chaque membre de l'équipe dédiée à ce travail et, pour chacun des intervenants, ses références. L'équipe devra justifier de compétences et de l'expérience dans le domaine du suivi de la qualité du milieu marin tant d'un point de vue théorique que des pratiques de terrain ; cela sera établie par la fourniture des curriculum vitae, de l'indication des titres d'études réalisées et de l'expérience professionnelle. **Les références présentées devront attester du savoir-faire dans la conduite d'opérations similaires (mesures de suivi physico-chimique des eaux littorales) du candidat mais surtout du chef de projet et de l'ensemble de l'équipe pressentie.**  
En conséquence le candidat devra s'engager à missionner l'équipe présentée ou, en cas d'impondérable, des personnes présentant un niveau équivalent de qualification et d'expérience.  
**Les références seront obligatoirement accompagnées de l'avis d'appréciation du maître d'ouvrage correspondant ;**
  - La liste des sous-traitants éventuels que les candidats envisagent de proposer à l'accord de l'ADEME avec indication précise des opérations sous-traitées, des qualifications et des références associées. Cette liste devra figurer dans la proposition des prestations sous-traitées et toutes informations utiles devront être données pour justifier de leur qualification et de leur garantie ; les candidats fourniront à l'appui un formulaire DC4

dûment rempli (formulaire DC4 disponible sur le site de la DAJ à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>).

- L'organisation de l'équipe et les rôles respectifs des personnes associées seront précisés en incluant à la fois le personnel des candidats et, le cas échéant, celui de leurs sous-traitants mais également la démarche pour assurer la coordination des équipes. Un organigramme viendra illustrer cette organisation.

**D. La démarche sécurité et la démarche qualité** qui seront proposées afin de garantir la bonne exécution des prestations visées :

- Une note indiquant l'analyse des risques pour les opérateurs sera établie par les candidats sur la base des risques intrinsèques aux prestations proposées par les candidats (utilisation de matériels, de produits, intervention aquatique...);
- Les moyens techniques et organisationnels de prévention que les candidats proposent de mettre en œuvre pour assurer la sécurité et la protection de la santé du personnel eu égard aux risques identifiés (cf. § 4.1 du cahier des charges) ;
- En cas de prestations proposées nécessitant l'intervention d'un plongeur sous-marin, il conviendra de fournir l'ensemble des certificats et justificatifs idoines attestant de l'aptitude des personnes concernées à intervenir en totale sécurité dans ces conditions ;
- Les méthodes et les moyens dont les candidats entendent se doter afin de garantir l'exécution des prestations dans le cadre d'une démarche qualité (cf. § 4.1 du cahier des charges) afin de présenter :
  - L'organisation générale de la qualité dans l'entreprise ainsi que la méthodologie propre aux prestations à réaliser ;
  - L'organisation des prestations pour préserver l'environnement.

- j) **Une proposition financière (obligatoirement établie suivant le modèle joint au présent dossier de consultation).**

**Les candidats veilleront à répondre scrupuleusement au dossier de consultation en joignant les documents exigés.**

## **5. Conditions de remise des offres**

---

### **5.1) Dispositions générales concernant la transmission par voie électronique**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les offres sont remises **par voie électronique** à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> en précisant la référence de la consultation dans les formulaires de recherche.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Tout pli parvenu après la date et l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délai. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

La date et l'heures limites de réception des plis électroniques sont indiquées en première page du présent document.

**Si une candidature/offre est envoyée plusieurs fois, le dernier envoi annule et remplace le(s) précédent(s) si celui-ci est parvenu avant la date et heure limites de remise des offres. Une même proposition ne peut être envoyée pour partie sur support papier et pour partie sur support électronique.**

#### 5.1.1 Présentation des dossiers et format des fichiers

##### *a) Format des fichiers*

Les fichiers seront non verrouillés et les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .ppt, .pptx, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image .jpg, .png et de documents html. Ces fichiers pourront être intégrés à une archive de fichiers telles que .zip ou .rar.



**A noter que la décomposition de l'offre financière sera obligatoirement jointe au format xls.**

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

*b) Noms des fichiers*

Il est recommandé d'éviter les caractères spéciaux tels que (liste non exhaustive) :

, / \ ° : \* ? < > ( )

et de privilégier les caractères alphanumériques et l'underscore.

Afin de faciliter l'extraction des documents contenus dans un zip, il est également recommandé de limiter le nombre de caractères dans le nom du fichier zippé.

*c) Lisibilité*

Dans l'hypothèse où les soumissionnaires prévoient d'insérer dans leur pli des documents scannés, ils doivent veiller à les scanner avec une définition suffisante pour garantir leur lisibilité.

### 5.1.2 Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

**Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considérée comme hors délai.**

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que seule la bonne fin de la transmission complète du dossier génère l'accusé de dépôt de pli électronique qui doit intervenir avant la date et l'heure limites fixées dans la présente consultation.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

### 5.1.3 La boîte aux lettres du candidat (BAL)

Le candidat vérifiera également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigés vers les « courriers indésirables »

### **5.2) Plate-forme de dématérialisation utilisée par le pouvoir adjudicateur**

Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation est également disponible sur ce site (<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseGuide>) ainsi qu'une assistance technique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide>.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le soin particulier qu'ils doivent apporter, lors du dépôt électronique de leur offre, à leur identification sur le profil d'acheteur. En particulier, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure.

### **5.3) Copie de sauvegarde**

Les candidats sont autorisés à transmettre par voie postale ou contre récépissé une copie de sauvegarde sur support physique électronique (clé USB, CD-ROM) ou sur support papier.

L'ensemble des documents de candidature et d'offre tels que prévus à l'article 4.2 susvisé doit être fourni.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde – OBJET DE LA CONSULTATION – nom ou dénomination du soumissionnaire** » et

doit être **transmise avant la date et heure limites de réception des plis indiquées en page 1 du présent document.**

Le pli comportant la copie de sauvegarde doit être :

- Soit déposé contre récépissé à l'adresse suivante :

**ADEME**  
**Direction Villes et Territoires Durables**  
**Service Sitésol**  
**20, avenue du Grésillé**  
**BP 90406**  
**49004 ANGERS Cedex 01 FRANCE**

du lundi au vendredi (sauf les jours fériés)  
de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30

- Soit envoyé à la même adresse par lettre/colis recommandé avec avis de réception.

Rappel des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

La copie de sauvegarde, arrivée dans les délais, est ouverte :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

#### **5.4) Anti-virus**

Le candidat s'assurera avant la constitution de son pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de l'offre du candidat devra être traité préalablement à son envoi par un anti-virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

## **6. Jugement des offres**

---

Les critères retenus pour l'analyse des candidatures sont les suivants :

- Capacités techniques, professionnelles et financières.

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

- **Critère n° 1 : Valeur technique de l'offre (60 %)**

**Celle-ci sera appréciée selon la qualité des réponses apportées aux demandes exprimées dans le cahier des charges par le mémoire technique des candidats, en fonction des 4 éléments d'appréciation (A, B, C et D) de l'offre, décomposés en 4 sous-critères (A1, B1, C1 et D1) tels que présentés ci-dessous et détaillées § 4.2 ci-avant :**

Éléments d'appréciation		Sous-critères techniques		Pondération
<b>A</b>	<b>Analyse de la problématique</b>	<b>A1</b>	<b>Compréhension du contexte</b> , de la problématique et des objectifs de la commande (schéma conceptuel préliminaire)	20
<b>B</b>	<b>Présentation détaillée de la méthodologie et des moyens techniques</b>	<b>B1</b>	<b>Présentation technique détaillée et argumentée de la méthodologie et des moyens techniques</b>  <b>Modalités de restitution</b> des résultats	40
<b>C</b>	<b>Descriptif des moyens humains</b>	<b>C1</b>	<b>Compétences</b> des personnes associées au projet	25
<b>D</b>	<b>Démarche sécurité, organisationnelle et qualité</b>	<b>D1</b>	<b>Analyse des risques</b> intrinsèques afférents à la réalisation de l'étude et moyens de prévention proposés  Qualité de l' <b>organisation</b> de l'équipe  Méthode et moyens permettant de garantir une <b>démarche de qualité</b>	15

Si, sur l'ensemble des sous critères, un a été jugé insuffisant (noté 0) ou deux ont été jugés médiocres et ont obtenu chacun une note  $\leq$  à 2 points, l'offre sera éliminée pour la suite de l'analyse.

Une note sur 10 est obtenue pour chacun des éléments d'appréciation précités, sur les bases suivantes :

- Exceptionnel : 9-10 points
- Très bon : 7-8 points
- Bon : 5-6 points
- Moyen : 3-4 points
- Médiocre : 1-2 points
- Insuffisant : 0 point

Une note sur 10 est obtenue pour le critère n°1 à partir de la formule de calcul suivante :

$$\text{Note critère n°1} = (A1 \times 0,20) + (B1 \times 0,40) + (C1 \times 0,25) + (D1 \times 0,15)$$

- **Critère n° 2 : prix (40 %)**

Une note sur 10 est obtenue pour le critère n°2 à partir de la formule de calcul suivante :  
(Montant de l'offre la plus basse X 10) / Montant de l'offre analysée = note sur 10

### Classement des offres

Le classement des offres se fera ensuite par addition des 2 notes obtenues après application des coefficients pour chaque critère. A l'issue de l'analyse, les entreprises seront classées par ordre décroissant de valeur en fonction de la note finale obtenue.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise l'ensemble des justificatifs et documents mentionnés au paragraphe 7 ci-après.

## 7. REMISE PAR L'ATTRIBUTAIRE PRESSENTI DES DOCUMENTS ET PIÈCES MENTIONNÉES AUX ARTICLES R. 2143-6 à R. 2143-10 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

---

Le candidat retenu devra remettre dans un délai de 10 jours calendaires, à compter de la demande de l'ADEME (le délai commençant à courir à compter de la réception par le candidat retenu de cette demande) l'ensemble des documents et pièces énumérés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.

Il est exigé du candidat retenu qu'il joigne une traduction en français des documents et pièces rédigés dans une autre langue, remis en application des dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si le candidat retenu ne peut pas produire les pièces requises dans le délai précité, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé.

Le candidat attributaire déposera ses attestations sur la plateforme en ligne sécurisée mise à disposition gratuitement à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Il pourra toutefois, les adresser à l'ADEME, mais il devra privilégier le dépôt sur la plate-forme e-Attestations.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

**Le marché créé à l'issue de cette consultation, transmis via la messagerie sécurisée de PLACE, donnera impérativement lieu à une signature électronique par les 2 parties. La signature devra être formalisée à l'aide d'un certificat électronique qualifié.**

### **Signature électronique des marchés publics :**

L'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique fixe les règles relatives à l'usage de la signature électronique avancée dans les marchés publics.

Depuis le 1er avril 2019, en vertu de cet arrêté, les signatures électroniques réalisées dans le cadre des marchés publics doivent reposer sur un certificat de signature électronique qualifié au sens du règlement n°910/2014 « eIDAS ».

Comment obtenir un certificat de signature électronique ?

- La réalisation d'une signature électronique avancée suppose l'obtention préalable d'un certificat de signature électronique. Les certificats de signature électronique qualifiés au sens du règlement n°910/2014 « eIDAS » sont délivrés par des prestataires de services de certification électronique qualifiés.
- La liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI - l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information - est accessible via ce lien : <https://cyber.gouv.fr/produits-services-qualifies>.
- Les prestataires de services de confiance délivrant des certificats de signature électronique qualifiés selon le règlement n°910/2014 « eIDAS » sont référencés dans la catégorie « Délivrance de certificat de signature électronique » : [https://cyber.gouv.fr/produits-services-qualifies?sort\\_bef\\_combine=nom\\_du\\_fournisseur\\_ASC&field\\_type\\_service\\_value%5Beidas%5D=eidas&categorie\\_psq=](https://cyber.gouv.fr/produits-services-qualifies?sort_bef_combine=nom_du_fournisseur_ASC&field_type_service_value%5Beidas%5D=eidas&categorie_psq=)
- Les candidats européens trouveront également la liste complète des prestataires sur la liste de confiance tenue par la Commission européenne <https://eidas.ec.europa.eu/efda/tl-browser#/screen/tl/FR>.

- Pour obtenir un certificat de signature électronique qualifié, il convient de se rapprocher de l'un de ces prestataires.
- Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement précité.

Comment se doter d'un outil de signature électronique des documents ?

Si le signataire externe n'est pas doté par ses propres moyens d'un outil de signature électronique, noter que la plateforme des achats de l'Etat « PLACE » propose un outil de signature gratuit à l'adresse ci-dessous :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise/signer-document>

Le ministère de l'Economie et des Finances propose une autre solution en ligne gratuite :

<https://esignature.chorus-pro.gouv.fr>

Quel format de signature choisir ?

Il existe deux options :

- Lorsque la signature est « enveloppée » (ou « incorporée » ou « englobée »), la signature est intégrée au document et un seul fichier contient le document et la signature.
- Lorsque la signature est « détachée », la signature et le document sont deux fichiers distincts (la signature électronique est un fichier informatique autonome, distinct du fichier d'origine). Dans le cadre de la dématérialisation de ses marchés, afin de faciliter les contresignatures, réduire les délais de contractualisation et limiter les difficultés de contrôle de la validité de la signature électronique, l'ADEME recommande aux entreprises de signer les documents contractuels à l'aide d'une signature « enveloppée » *via* le format de **signature électronique PAdES** (PDF Advanced Electronic Signatures) qui est une norme pour laquelle la signature peut être identifiable dans le fichier et visible. Le format de signature électronique PAdES est conforme aux exigences de l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019.

Vérification de la validité de la signature électronique :

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur PLACE, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Pour plus d'informations, voir :

- Le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information - ANSSI :  
<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>  
<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>
- Le site de la Commission européenne relatif au règlement (UE) no 910/2014 du Parlement européen et du Conseil sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur dit « eIDAS » :

<https://eidas.ec.europa.eu/efda/home>

- La plateforme PLACE, et notamment le guide d'utilisation - utilisateur entreprise ;  
<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseGuide&Aide>
- Le guide « très pratique » sur la dématérialisation des marchés publics (version opérateurs économiques) disponible sur le site internet de la direction des Affaires juridiques du ministère de l'Economie et de Finances :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/nouvelle-edition-des-guides-tres-pratiques-de-la-dematerialisation-des-marches-publics>